



Les migrations, un moteur ou un frein pour le développement ?

par Louka T. Katseli et Theodora Xenogiani

- ◆ L'impact des migrations sur le développement varie selon le profil des migrants, leur destination et la manière dont les pays d'origine s'ajustent à ces départs.
- ◆ Loin de se compenser mutuellement, les migrations et les politiques de développement se complètent.
- ◆ L'impact positif des migrations peut être optimisé par des politiques de visas judicieuses et le renforcement des capacités dans les pays d'origine.

Développement et migrations : de multiples influences

- Si le développement d'un pays à faible revenu encourage ses habitants à chercher du travail sur place, il leur donne également les moyens financiers de partir à l'étranger en quête d'une vie meilleure. Créateur d'opportunités de migration, il instaure également des conditions propices au retour des migrants.
- Les migrations sont une bonne chose pour la croissance et la réduction de la pauvreté dans les pays d'origine, quand elles stimulent une restructuration productive, des investissements visant à augmenter la productivité et l'accumulation de compétences, tout en élargissant les opportunités d'emploi et de revenu pour les migrants ou en augmentant les transferts de fonds. A l'inverse, elles peuvent aggraver les inégalités de revenu, paralyser les systèmes éducatifs et de santé (avec le départ à l'étranger des enseignants et du personnel soignant), créer des tensions sociales et générer de graves violations des droits de l'homme.

Effets positifs des migrations sur le développement

Deux facteurs entrent en ligne de compte :

- i) *les schémas migratoires* : les migrants peu qualifiés contribuent en général davantage à la réduction de la pauvreté dans leur pays d'origine que les migrants professionnels hautement qualifiés dans la mesure où, étant plutôt issus de familles et de communautés à faible revenu, leur départ ouvre à d'autres travailleurs peu qualifiés la possibilité de les remplacer. Leurs transferts

de fonds seront également plus élevés, la pauvreté les ayant souvent obligés à laisser leur famille derrière eux. La migration des travailleurs hautement qualifiés – qui a parfois de graves répercussions sur la délivrance de services essentiels (santé, éducation et administration notamment) – peut aussi stimuler le développement lorsque ces professionnels sont sous-utilisés dans leur pays d'origine ou si leur départ incite ceux qui sont restés à investir dans l'éducation et la formation. Les pays en développement peuvent également retirer des bénéfices non négligeables du retour des migrants, qui placent leurs compétences et leurs économies au service de leur pays, ou lorsque les réseaux de la diaspora contribuent à augmenter les transferts commerciaux ou technologiques ;

- ii) *la capacité des pays d'origine à s'ajuster au départ des migrants* : ce facteur dépend autant des conditions du marché et des institutions en place que des politiques.

Les schémas migratoires et les capacités d'ajustement déterminent fortement les relations migrations/développement, les politiques en la matière devraient être envisagées de manière complémentaire et non substitutive.

Les pays de l'OCDE peuvent associer promotion du développement dans les pays à faible revenu et politiques migratoires adéquates

Politiques de visas judicieuses : dispositions temporaires et renouvelables bien conçues pour l'emploi d'une main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée. Elles doivent énoncer clairement les critères d'admission, assurer un contrôle correct des procédures de recrutement et garantir la flexibilité des arrangements professionnels pour éviter que les migrants ne soient « liés » à un employeur unique.

Des accords de partenariat permettraient d'associer efficacement recrutement et renforcement des capacités et favoriseraient le développement de la main-d'œuvre dans les pays d'origine.

Les pays qui ont effectivement intégré les migrations dans leurs stratégies de croissance et de lutte contre la pauvreté, en tenant pleinement compte des implications budgétaires de ces flux de main-d'œuvre, seront plus à même d'en profiter. Des politiques favorisant le remplacement des travailleurs atténueront l'impact négatif des migrations sur le marché du travail (encadré). L'investissement dans les infrastructures et la promotion d'une restructuration technologique et productive augmenteront sensiblement les bénéfices qui seront plus largement répartis. Enfin, un véritable renforcement des capacités commerciales accélérera la création d'emplois et réduira les incitations à la migration.

Comment combler les déficits de capacités provoqués par le départ des migrants ?

- √ optimiser le déploiement du personnel disponible
- √ encourager la mobilité intérieure ou régionale de la main-d'œuvre grâce au développement des infrastructures
- √ adopter des programmes adaptés d'éducation et de remise à niveau
- √ consolider les systèmes de santé et d'éducation
- √ restructurer les méthodes de financement de l'enseignement supérieur
- √ encourager la restructuration productive, en particulier dans l'agriculture

Dans les régions rurales du Bangladesh, les migrants ont été facilement remplacés par des villageois habitant à proximité ; en Afrique subsaharienne, la mobilité régionale a favorisé l'intégration des marchés du travail et limité les coûts d'ajustement. En Albanie, les transferts de fonds ont permis de financer les migrations intérieures. Aux Philippines, le financement privé de l'éducation a allégé la pression budgétaire liée à la fuite des cerveaux.

L'APD a un rôle à jouer

Les bailleurs de fonds peuvent aider les pays à faible revenu et à fortes migrations à combler leurs déficits de capacités pour conserver leur main-d'œuvre, développer les opportunités d'emploi, répartir les bienfaits des migrations dans l'ensemble de l'économie et faciliter le retour des migrants. L'APD devrait également servir à réduire la vulnérabilité et à renforcer la sécurité des individus – s'attaquant ce faisant à l'une des causes profondes des migrations de masse. Plusieurs politiques prioritaires pourraient nettement renforcer la sécurité des individus dans les pays d'origine et susciter l'envie du retour : amélioration de l'accès aux terres et à l'eau ; soutien aux programmes de vulgarisation agricole et aux infrastructures d'irrigation ; renforcement des capacités institutionnelles ; ou encore révision du régime foncier et modernisation du cadre réglementaire.

En bref, des politiques de visas judicieuses et un renforcement stratégique des capacités dans les pays d'origine – associés à l'APD et à des politiques cohérentes – devraient faire des migrations un ressort positif du développement.

Pour approfondir la question :

"Effects of Migration on Sending Countries: What Do We Know?", par Louka T. Katseli, Robert E.B. Lucas et Theodora Xenogiani, *Working Paper* No. 250, Centre de développement de l'OCDE, Paris.

www.oecd.org/dev/reperes

www.oecd.org/dev/cahiers

www.oecd.org/dev/dt



Les lecteurs sont invités à citer ou reproduire les informations des *Repères* du Centre de développement de l'OCDE dans leurs propres publications. En échange, le Centre demande les remerciements de rigueur ainsi qu'un exemplaire de la publication. Le texte intégral des *Repères* et d'autres informations sur le Centre de développement et ses travaux sont disponibles sur : www.oecd.org/dev

Centre de développement de l'OCDE
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France
Tél : 33 (0)1 45.24.82.00
Fax : 33 (0)1 44.30.61.49
mél : dev.contact@oecd.org